sauf à bûches perdues dans les hautes eaux du printemps et que partant la concession faite du dit immeuble au dit Vital Roy et à ses auteurs s'étendait jusqu'au fil de l'eau,— que la dite rivière au dit endroit est passée dans le domaine privé, sujette aux servitudes de droit, et que le dit Vital Roy avait droit de vendre au demandeur la partie du dit immeuble décrite dans son titre et sa déclaration ;

“ Considérant que le défendeur sous le prétexte d'accorder une licence ou permis de miner sur le domaine de la Couronne a accordé dans le mois de juin, 1881, une licence ou permis de miner à Henry K. Porter dans la Rivière Chaudière sur une certaine étendue comprenant cinq cents pieds le long de la rive jusqu'au fil de l'eau situés dans les limites du terrain décrit en la déclaration du demandeur et dont ce dernier était en possession à titre de propriétaire depuis le mois de novembre, 1860, que le dit Porter en conséquence a fait des travaux au dit endroit et troublé le demandeur dans la jouissance de ses droits et sa possession ;

“ Considérant que le défendeur, en accordant la dite licence ou permis de miner sur la propriété du demandeur contre son gré et volonté, l'a troublé dans la jouissance de ses droits et sa possession,—qu'en agissant ainsi il a violé la loi et engagé sa responsabilité ;

“ Déclare que le défendeur n'avait point droit d'émaner la dite licence ou permis de miner sur l'immeuble du demandeur, et lui fait défense de le troubler dans la jouissance de ses droits et possession et d'émaner à l'avenir un telle licence, et rejette les plaidoyers du défendeur comme étant mal fondés et condamne le défendeur à payer les frais de l'action.”

Authorities showing what is, and what is not a navigable river :—

FERRIÈRE, *Dict. de Droit*, vbo. *Rivière*.

DECLARATION OF LOUIS XIV., of April, 1683.

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT, of December, 1693.

2 HENRYS, book 2, question 49, p. 19.

ARRÊT OF THE COUR DE CASSATION, 23 August, 1819.

MERLIN, *Rép. de Jur.*, vbo. *Rivière*, pages 542 & seq.

IBIDEM, *Questions de Droit*, vbo. *Dénonciation de nouvel œuvre*, p. 145.

Boswell v. Denis, 10 L. C. R., p. 295,—Q. B., 1859.

Reg. v. Robertson. Rep. Sup. Ct. of Canada.

2. Authorities showing the right of action :

1 LANGE, *Nouvelle Pratique du Chatelet*, p. 259.

2 HENRYS, book 2, question 49, p. 19.

ANCIEN DÉNIZART, vbo. *Champart*, p. 54.

IBIDEM, vbo. *Dommages et intérêts*, p. 692.

IBIDEM, vbo. *Complainte*, p. 21.

GUYOT, *Rép. de Jur.*, vbo. *Dom. et intérêts*, p. 122.

2 JOURNAL DES AVOUÉS, vbo. *Action possessoire*, p. 466, No. 69.

John O'Farrell for the plaintiff.

Henri Jules Juchereau Duchesnay for the defendant.

F. X. Drouin, Counsel.

(J. O'F.)

COUR DU RECORDER.

MONTREAL, 12 juin 1886.

CORAM DE MONTIGNY, R.

LA CITÉ DE MONTREAL V. ALBERT FOX.

Règlements de la Cité de Montréal—Manufacture de colle—Common Nuisance.

JUGÉ :—1o. *Que d'après les règlements de la Cité de Montréal, il est prohibé de tenir, dans les limites de la Cité de Montréal, une manufacture de colle que l'on obtient en faisant fondre des substances animales.*

2o. *Que ce genre de manufacture est ce qu'on peut appeler une "common nuisance," en droit criminel.*

PER CURIAM :—L'action est dirigée contre le défendeur pour avoir, le 2 avril et avant, contrevenu au règlement No. 135 de la cité qui dit : “ L'érection, l'usage ou l'exploitation dans les limites de la dite cité, de savonneries, de chandelleries et manufactures du même genre, où l'on fait fondre de la graisse ou des suifs, ou dans lesquelles l'on fait fondre ou l'on prépare, pour être fabriqués, des détritres d'animaux ou autres substances nuisibles, sont prohibés.”

Il est prouvé que le défendeur tenait, depuis longtemps avant la passation de ce règlement et même avant qu'il n'y eut aucune